



## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARR2023\_87**

**Objet** : Arrêté de circulation Ensemble de la Commune

Le Maire de la commune de Thyez (Haute-Savoie) ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**Vu** la loi n° 66-407 du 18 juin 1966 relative aux pouvoirs des maires en matière de circulation routière ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.4 ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**Vu** la demande formulée, par l'entreprise NUMERUS 21, ayant son siège au 9-11 Rue des Raverdis 92230 GENNEVILLIERS ;

**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers empruntant de nombreuses rues de la commune, et le bon fonctionnement des travaux d'ouverture de chambres souterraines sur trottoirs ou chaussées appartenant à ORANGE, d'aiguillage entre chambres pour valider la continuité du parcours, qui se dérouleront du 27 mars et jusqu'au 28 avril 2023 inclus.

### ARRETE

**Article 1** : A compter du 27 mars 2023 et jusqu'au 28 avril 2023 inclus, sur l'ensemble de la Commune, l'entreprise sera autorisée à utiliser le domaine public, en engendrant le moins de gêne possible, pour permettre les travaux d'ouverture de chambres souterraines sur trottoirs ou chaussées appartenant à ORANGE, d'aiguillage entre chambres pour valider la continuité du parcours. Un alternat manuel sera mis en place si nécessaire. La signalisation sera posée et entretenue par l'entreprise.

**Article 2** : La vitesse de tous les véhicules circulant sur les voies mentionnées à l'article 1 sera limitée à 30 km/h. Cette limitation de vitesse sera matérialisée par des panneaux B.14 portant la mention "30".



**Article 3 :** Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B.3.

**Article 4 :** Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**Article 5 :** La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du demandeur.

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de THYEZ

Fait à Thyez, le 22 mars 2023

Le Maire,

Fabrice GYSELINCK



Copie adressée à :

- SDIS 74
- Brigade de Gendarmerie de Marignier
- 2CCAM
- Police Municipale de Thyez
- 

*La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.*